Nice Environnement

**PAR Yann Delanoë Mis à jour le 10/01/2018
Le parc Vigier, attaqué par le charançon rouge.**

Pourquoi la Ville refuse les produits chimiques imposés par le gouvernement dans la lutte contre le charançon

Quitte à défier l'arrêté ministériel en vigueur, la municipalité continue à traiter sans pesticides pour ne pas « faire prendre des risques aux Niçois » et écrit au Ministère pour clarifier la situation

Pourquoi la Ville indique ne pas utiliser de produits chimiques dans son plan de lutte contre le charançon rouge du palmier, alors qu'un arrêté ministériel l'y oblige ?

À l'heure où les palmiers niçois sont ravagés par le parasite, c'est la question que se pose le Collectif méditerranéen pour la sauvegarde des palmiers (CMSP). Mais aussi des riverains niçois très engagés dans la recherche de solutions face à ce fléau, notamment du côté du Parc Vigier, sinistré

Par ailleurs, le conseil municipal du 7 décembre dernier avait soulevé, d'une certaine manière, la même interrogation, et mis en exergue un certain flou à propos des produits utilisés par la Ville: «S'agissant de la lutte contre le charançon, vous continuez d'employer, puisque la Ville continue à en acheter, des produits phytosanitaires et notamment de l'imidaclopride», avait déclaré le conseiller municipal CNIP-Divers droite Benoît Kandel. Véronique Paquis, adjointe en charge de l'écologie, s'était alors empressée de nier toute utilisation de ce type de produit. Kandel avait insisté: «Je suis membre de la commission d'appel d'offres et j'ai vu passer des commandes encore l'an dernier. J'avais posé la question en conseil métropolitain et on m'avait répondu : "Nous sommes encore obligés d'en utiliser."»

Et Martine Ouaknine était venue à sa rescousse, pour clore le débat: «Je confirme, nous sommes vigilants, il n'y a aucun produit phytosanitaire pour lutter contre le charançon rouge».

Mais pour le Collectif méditerranéen pour la sauvegarde du palmier, cet épisode montre «une anomalie dans la lutte menée par Nice contre le charançon rouge», lutte régie par l'arrêté du 21/07/2010 du ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, modifié plusieurs fois.

Le bio combiné à un traitement chimique

Daniel Chabernaud, vice-président du collectif, explique les principes de cet arrêté: «Les propriétaires de palmiers, qu'ils soient des collectivités territoriales ou des particuliers, sont tenus de surveiller leurs végétaux et de leur appliquer, dans les zones contaminées, un traitement en préventif. Si des palmiers sont infestés, ils doivent être traités chimiquement, assainis manuellement en enlevant toutes les parties abritant le charançon, ou abattus, et ce dans les 15 jours».

Or, dans ses trois prescriptions de traitements préventifs obligatoires (il faut choisir entre l'une des trois), l'arrêté impose d'utiliser des produits chimiques. Au moins en juillet et août, pour la solution qui en utilise le moins, qui combine les nématodes (des vers microscopiques qui s'attaquent aux larves des mangeurs de palmiers) de mars à fin juin puis de septembre à novembre, et un épandage d'imidaclopride en juillet et en août, les nématodes ne survivant pas aux chaleurs. Une stratégie qui ressemble à celle employée par la Ville...

«C'est celle qui utilise le plus de traitements bio... Sauf que la Ville dit ne pas utiliser d'imidaclopride! Suivie à la lettre cette technique permet 70 à 80 % de réussite», expose Daniel Chabernaud.

Les deux autres stratégies édictées par l'arrêté ministériel utilisent 100% de produits chimiques. L'une, oblige à quatre applications d'imidaclopride de mars à fin juin et quatre autres de septembre à novembre. «Pour 80 à 85% de réussite» estime Raymond Gallo, deuxième vice président du CMSP.

L'autre méthode, que préconise le CMSP (lire ci-dessous), et adoptée par plusieurs communes comme Vence, Tourettes-sur-Loup, Villeneuve-Loubet, tout récemment, Gattières... «Il s'agit d'une injection de benzoate d'émamectine (ou Emab) dans les troncs des palmiers... Il suffit de percer quatre trous en hélice dans le tronc à hauteur d'homme, d'injecter le produit, qui monte avec la sève jusqu'au stipe. Et ce une fois par an entre le 1er mars et le 15 novembre. Cette technique, en lutte collective, c'est-à-dire en traitant tous les palmiers d'un coup, publics et privés, permet d'avoir seulement 2 % d'échec là où elle a été appliquée», indique Raymond Gallo.

La Ville n'emploie aucune de ces méthodes. Or, même si Nice est une championne du zéro pesticide... l'État ne lui donne pas le choix dans le cadre de cette lutte : elle devrait céder aux pesticides. «C'est non!» dit-elle, (lire ci-dessus), au nom de la santé publique.

La commune écrit à Hulot

La Ville, qui ne nous communique pas de bilan sur la santé de ses palmiers, argumente: «Depuis 2010, Christian Estrosi a fait de Nice une ville pionnière qui s'inscrit dans une démarche écologique afin d'arrêter l'utilisation de pesticides sur sa commune et protéger la santé de ses concitoyens. Quelles que soient les critiques, nous ne remettrons pas en cause cette démarche environnementale qui fait de Nice une référence. Dans le cadre du plan environnemental sur lequel nous travaillons et compte tenu des évolutions législatives prévues et des nuisances et risques sanitaires qu'engendreraient l'utilisation de pesticides durant les mois de juillet et août, nous confirmons à nouveau cette stratégie. Utiliser des pesticides en juillet et août, comme le demande M. Ferry, conduirait à faire prendre des risques aux Niçois, comme aux nombreux touristes présents en pleine période estivale. Sans compter l'impact, plus large, sur notre écosystème, dont les insectes pollinisateurs, dont la disparition aurait des impacts catastrophiques pour l'Homme. Nous avons écrit un courrier à Nicolas Hulot, ministre de la Transition écologique et solidaire, pour lui faire part de nos inquiétudes quant à l'utilisation de ces pesticides et nous sommes dans l'attente d'une réunion de travail afin que l'État clarifie les dispositions légales, répondant à une préoccupation citoyenne que nous partageons très largement.»